



# RENCONTRE ECOTECH® TERRITOIRES

TERRITOIRES-IDF.ECOENTREPRISES-FRANCE.FR

co-organisée par



## TERRITOIRES EN TRANSITION & ÉCO-PME D'ÎLE-DE-FRANCE

LE RDV ENTRE LES TERRITOIRES ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS EN TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET LES ENTREPRISES D'ÎLE-DE-FRANCE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA MAÎTRISE DE L'ÉNERGIE

# 2 JUILLET 2020

100% DÉMATÉRIALISÉ



avec le soutien de

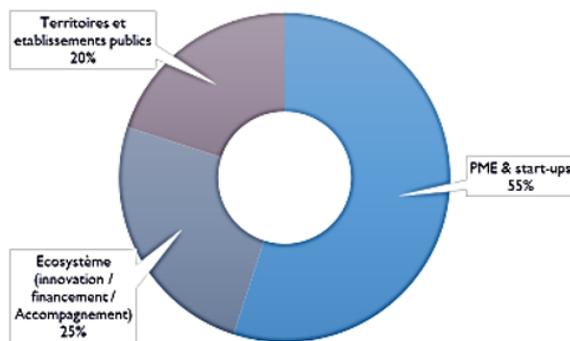
### Compte -rendu

Le 2 juillet dernier, a eu lieu la 2<sup>ème</sup> édition de la Rencontre Territoires & Eco-PME d'Île-de-France organisée sous une forme dématérialisée, conjointement par le réseau Teddif et Pexe.

L'objectif de cette rencontre était de rapprocher les territoires et établissements publics en transition écologique et les éco-entreprises d'Île-de-France en montrant par l'exemple les possibilités de collaboration et présentant les acteurs et dispositifs susceptibles de faciliter le montage et la mise en œuvre de projets collaboratifs s'inscrivant dans des dynamiques de transition écologique.

Elle a été l'occasion de partager les besoins et les solutions innovantes pour cette période inédite tout en s'intégrant dans une démarche vertueuse de transition et évolution des pratiques, avec des séquences de présentation et d'échanges autour de retours d'expériences et des ateliers dédiés à des dispositifs.

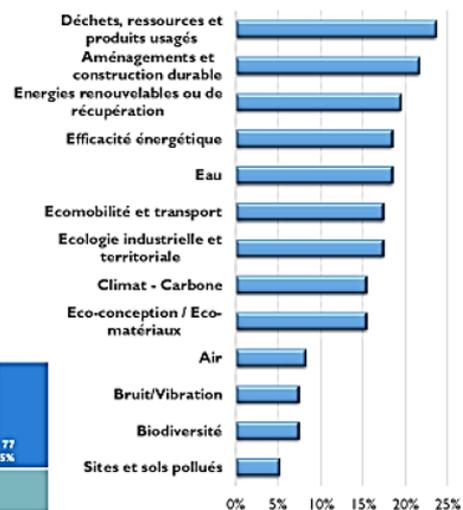
### Profil des participants

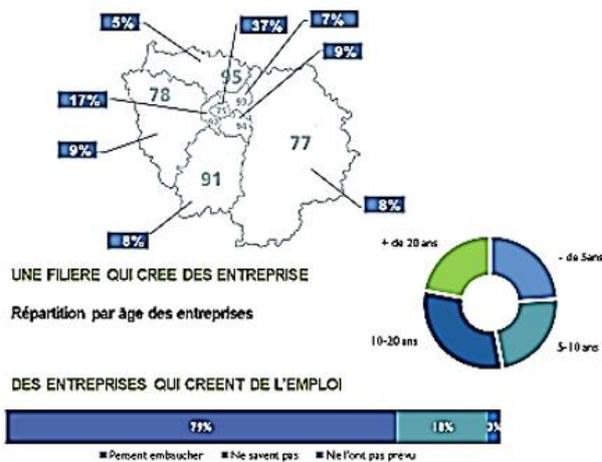


### Répartition géographique

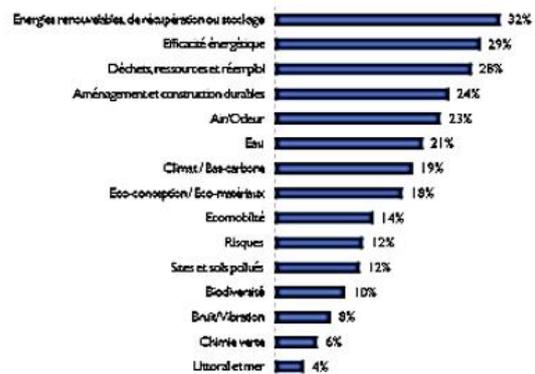


### Eco-entreprises secteurs





### RÉPARTITION DES ECO-ENTREPRISES PAR SECTEUR



9H30 – 10h00



### TRAVAILLER AVEC UN ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL

- Présenté par GPS&O - Raphaël COGNET, Vice-Président délégué au Développement Economique et à l'emploi / TRYON - Sébastien Gacougnolle - Co-fondateur #innovation #économiecirculaire #méthanisation #gaspillagealimentaire / URBASOLAR - Antoine SANS, Directeur prospection foncière Nord et Est, Quentin GASTINEAU, Chef de Projets Centrales au Sol #innovation #enr #fermesolaire #intégration

La Communauté Urbaine de Grand Paris Seine et Oise (GPS&O) représentée par son vice-président R. Cagnet, est un territoire en transition écologique et énergétique à travers 3 actions :



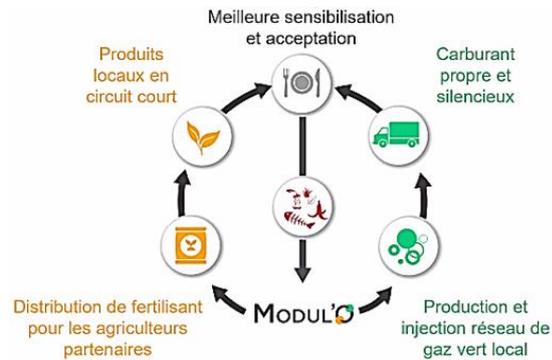
- Programme Local de Prévention des Déchets Ménager et Assimilés (PLPDMA) voté en 2018
- Plan Climat Air-Energie Territorial (PCAET) adopté en 2019
- Transition Energétique intégrée à la stratégie Développement Economique

Le PCAET se décline 5 axes qui structurent les pratiques du territoire en faveur de la transition écologique et énergétique.

1. Promouvoir la sobriété et améliorer la performance énergétique et climatique des bâtiments
2. Développer une offre de mobilité adaptée à la diversité de l'espace et respectueuse de l'environnement et de la santé
3. Développer les énergies renouvelables sur le territoire
4. Développer une économie durable et respectueuse de l'environnement
5. Accompagner l'évolution des modes de production agricoles et d'alimentation et adapter le territoire aux changements climatiques



L'entreprise Tryon environnement (S Gacougnolle, cofondateur) a proposé à GPS&O des solutions de compostage adaptées aux caractéristiques de son territoire procurant à la fois valorisation rapide et locale, et création d'emplois. Le **projet Modul'O Yvelines** à carrières sous Poissy.



Suffisamment petit pour éviter les écueils des installations grande échelle

**MODUL'O**

Suffisamment grand pour être viable

**TRYON**  
Environnement

3

De son côté GPS&O a apporté

- Recherche de foncier pour l'implantation du projet
- Visibilité et mise en réseau lors du Prix de l'Entrepreneur GPS&O en février 2020
- Appui au recrutement de personnel en insertion
- Sensibilisation au tri des biodéchets dans les collèges du territoire qui alimentent le microméthaniseur via les éco-conseillers GPS&O

Le PLUi autorise l'implantation d'un tel projet :

**Le PLUI, outil de la communauté urbaine, permet de favoriser l'implantation d'installations photovoltaïques sur des sites dégradés ou pollués.**

➤ Ce projet stratégique

- Inscrit dans le **Projet Cœur Vert**
- Identifié dans l'OAP de secteurs à **Enjeux Métropolitains La Boucle de Chanteloup, Carrières et Triel**

➤ **PLUI** : projet situé entre les zones **NE** (Naturelle Equipement) et **NV** (Naturelle Valorisée).

Ces zones autorisent les constructions, installations, ouvrages nécessaires à des équipements d'intérêt collectif ou à des services publics et notamment les ouvrages et installations nécessaires et directement liés au bon fonctionnement des réseaux.



C'est le cas également du projet de **centrale photovoltaïque** de **Urbasolar** à Triel-sur-Seine, présenté par Q. Gastineau, chef de projets centrales au sol, qui a été lauréat de l'appel à projets lancé par la CU et propose un système clés en main permettant de tout à la fois

- répondre aux attentes du territoire exprimées dans son PCAET:

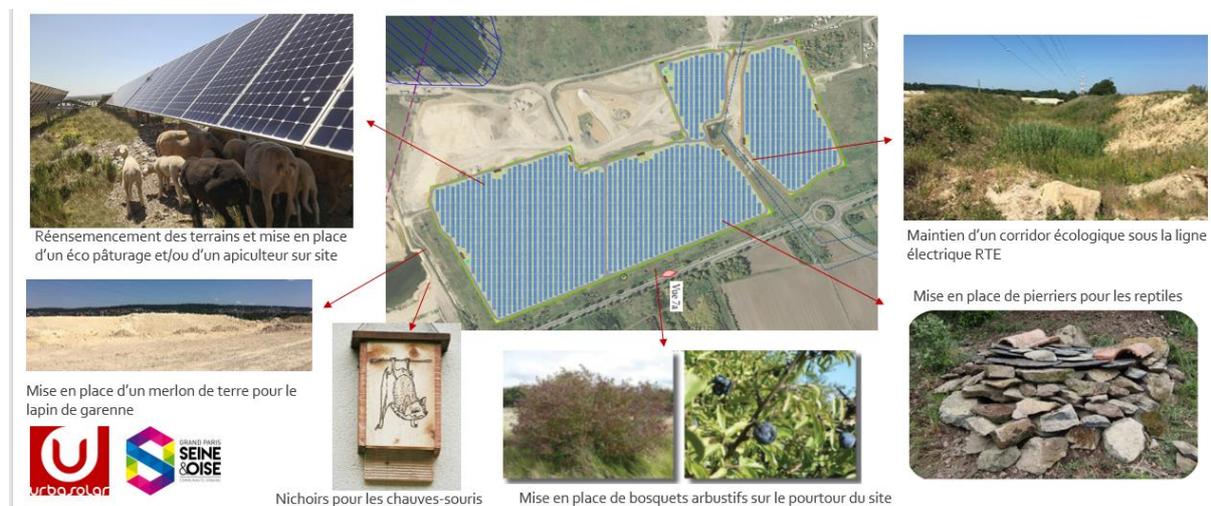
- tendre vers un territoire suffisant et performant énergétiquement,
- un territoire dont la qualité de vie de ses habitants est améliorée
- et qui favorise le développement de filières économiques innovantes et créatrices d'emploi local.

La production d'énergies locales durables représente un axe stratégique majeur qui s'articulera à travers l'élaboration d'un Schéma Directeur Multi-Energie posant le cadre du développement des projets de production privés comme publics. L'un des axes d'actions porte sur le développement des énergies renouvelables, tel que le photovoltaïque.

- valoriser et/ou réhabiliter un terrain inutilisé (Triel-sur-Seine, friche de 70 ha, ancien centre d'enfouissement)

- s'adapter aux caractéristiques du site : fondations hors sol, chemins de câbles aériens et tables à hauteur réglable du fait de la présence de déchets amiantés dans les remblais (arrêté préfectoral instaurant des servitudes d'utilité publique) et d'un réseau de biogaz enterré, couverture d'étanchéité protégeant les déchets de l'ancienne décharge.

- intégrer les enjeux environnementaux :



A retenir de l'expérience, la nécessité de mettre en place un comité de suivi garantissant la communication entre toutes les parties et intégrant les élus et représentants de la collectivité portant le projet ; les élus de la commune accueillant le projet, l'Établissement Public Foncier, l'exploitant historique des terrains, le chef de projet PME, les services de l'Etat et des représentants d'associations naturalistes locales.

Il est important également de prévoir des étapes de concertation régulières et de promouvoir la mixité des usages et synergies avec les acteurs locaux (Suivi écologique en partenariat avec des associations naturalistes ou conservatoires d'espaces naturels, Éco-pâturage ou apiculture, Circuit pédagogique d'information, visite par les écoles) pour en faciliter l'acceptation.

10h – 10h25



## ADEME : OPPORTUNITES D'ACCOMPAGNEMENT POUR L'ECO-INNOVATION EN ILE-DE-FRANCE ?

Entreprises, territoires, porteurs de projets innovants dans le secteur de la transition écologique et énergétique, venez découvrir les opportunités d'accompagnement technique et financier proposées par l'ADEME en IDF avec Grégory Fauveau, Responsable du pôle Economie Circulaire et Déchets de l'ADEME

ADEME et PEEX travaillent ensemble depuis 3 ans étroitement pour faciliter le lien entre les collectivités et les éco-entreprises.

### Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie

Opérateur de l'Etat (EPIC)  
L'Agence de la Transition Ecologique



5

#### Pour vos besoins



### Concrètement l'innovation ... en entreprises et sur les territoires



De nouveaux modèles économiques (EFC, EIT / ET ...)

L'écologie territoriale structurée par **les collectivités**  
soutenue par les innovations **des entreprises**

De nouveaux modes de collaborations

AAP ADEME Ile-de-France  
AAP ADEME nationaux  
Réseau CAPE  
Annuaire des éco-entreprises  
...

Il existe une articulation importante entre les territoires et les entreprises (ex : écosystème territorial, etc.). L'objectif est de limiter les impacts environnementaux et promouvoir dans le même temps des économies substantielles par le biais d'innovations managériales et techniques. L'ADEME peut soutenir ce genre de démarches et de nouveaux modes de collaboration intéressants et innovants.

Plusieurs outils sont mis à disposition des acteurs publics ou économiques ainsi que différents dispositifs d'aides. Pour en faciliter l'accès, l'Ademe a mis en place une plateforme pour aider les acteurs à se retrouver dans les dispositifs auxquels ils peuvent prétendre. <https://agirpoulatransition.ademe.fr/>

10h25 - 11h00



### TRAVAILLER AVEC UN ETABLISSEMENT PUBLIC A CARACTERE ADMINISTRATIF

- Présenté par SIAAP - Sabrina Guérin, Responsable Unité Expertise Outils Métrologiques / BIOMAE - Laurent Viviani, Cofondateur  
#eau #biosurveillance #santé environnement

Le SIAAP transporte et dépollue chaque jour les eaux usées, les eaux pluviales et les eaux industrielles de l'agglomération parisienne.

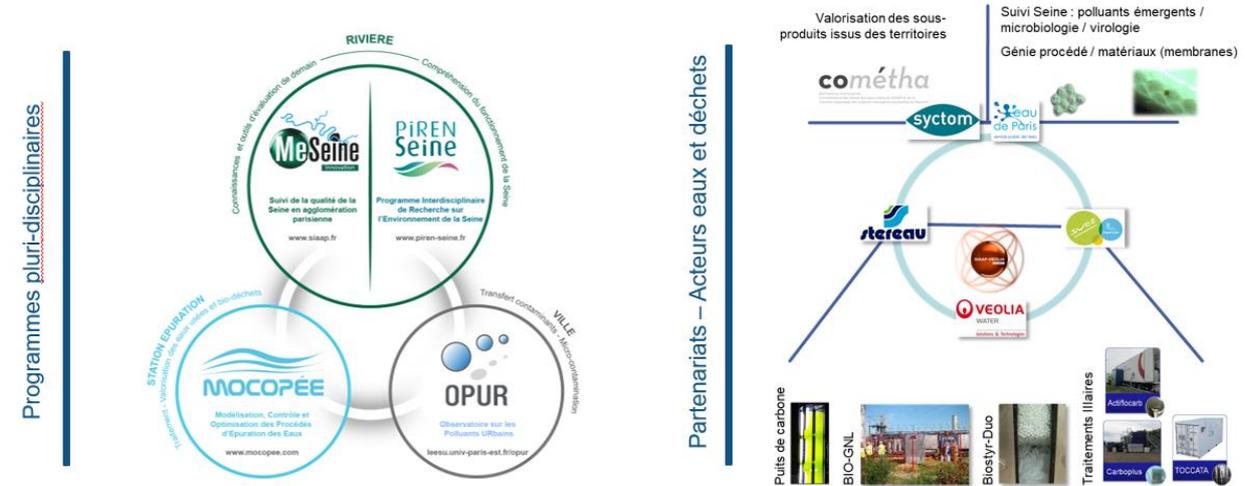
- 1800 km<sup>2</sup> territoire de collecte
- 2,5 millions** de m<sup>3</sup> d'eaux usées par jour
- 9 millions** de franciliens
- 6 stations** de dépollution
- 440 km de canalisation
- 900 000 m<sup>3</sup> de capacité de stockage eaux pluviales



6

Il réalise une mission d'intérêt général, son expertise dépasse le traitement des eaux usées : valorisation énergétique des déchets produits, protection des milieux naturels, anticipation des évolutions aussi bien climatiques que démographiques.

Pour sa recherche développement, 2 types de partenariat scientifique existent :



BIOMAE intervient dans le programme **MeSeine**, mis en place par le SIAAP pour observer et comprendre la Seine francilienne avec 25 actions de recherche pluridisciplinaires engagées à ce jour pour

- acquérir des connaissances sur les problématiques environnementales émergentes (Microplastiques, résidus médicamenteux, bactéries indicatrices fécales (BIF), etc.)
- développer des outils métrologiques (Micro-fluidique, ADNe, bioessais, fluorescence 3D, mesures rapides des BIF, etc.)
- développer des outils mathématiques (Modèles prédiction qualité en rivière physico-chimique / bactériologique / micropolluants, etc.)

BIOMAE issu d'un essaimage INRAE, est aujourd'hui une SAS de 10 personnes qui dispose d'un laboratoire de 300<sup>2</sup> et un élevage extensif d'organismes biologiques invertébrés (des gammars, crevettes d'eau douce non invasives et polluosensibles). Elle participe à l'évaluation écotoxicologique des eaux de Seine et à la constitution d'un référentiel de bioessais en Seine (compréhension, dynamiques, complémentarité bioessais, ... ) dans le cadre du projet MeSeine. Au-delà de cette contribution à la R&D du SIAAP, elle souhaite faire utiliser en routine ses bioessais d'écotoxicologie par les opérateurs du SIAAP et que le SIAAP devienne un prescripteur de ces nouvelles approches de biosurveillance.



#### TRAVAILLER AVEC LA REGION

- Présenté par le CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE - Francis Daydou, chargé de mission Air Bruit / NANOSENSE - Olivier Martimort, CEO #qualité de l'air #ERP

La région Ile-de-France c'est :

1 budget de 5 milliards d'euros environ ;

Des principaux domaines de compétence :

- Les transports,
- Les lycées,
- L'apprentissage,
- Le développement économique,
- L'environnement, etc.



La société NanoSense, est une PME de 8 personnes situé à Boulogne Billancourt, spécialisée dans la qualité de l'air, Lauréate des challenges micro capteurs du Airlab.



Elle apporte des solutions pour répondre à l'obligation de la surveillance de la QAI dans les Etablissements Recevant du Public (ERP) avec des systèmes de contrôle optimisé de la ventilation (énergie, productivité, santé).

L'amélioration de la qualité de l'air est une priorité politique de la Région (67 000 décès chaque année à cause des particules fines en IdF). De nombreux sujets sont concernés : la gouvernance, l'amélioration des connaissances, la surveillance de la situation et de ses évolutions, qui touchent différentes thématiques, l'énergie, le transport, le développement économique et l'innovation, l'agriculture etc.

Exemples d'actions :

- dispositif d'aide à l'acquisition de véhicules propres par les entreprises
- fonds Air-bois pour changer les appareils de chauffage au bois anciens les plus polluants
- AIRLAB, DIM-QI2...
- appels à projets (AAP) sur les questions de qualité d'air intérieur dans les bâtiments publics et les espaces souterrains de transport

Pour l'AAP Bâtiments publics, l'objectif est d'évaluer, en situation réelle, l'efficacité de dispositifs de dépollution matures (en phase commerciale ou pré-commerciale) dans des bâtiments ou espaces publics. Comme par exemple pour l'Ecole primaire Casteja à Boulogne Billancourt (Cours d'école et salles de classe), projet sur lequel l'entreprise NanoSense a pu expérimenter.

La solution proposée par NanoSense est la suivante :

- Dispositif de rabattement de la pollution de l'air dans la cours plus façade sur rue.
- Engagement du rabattement en fonction de la nécessité
- Aération naturelle sur zone traitée
- Dispositif de surveillance de la QAI et de la QAE
- Evaluation de l'impact sur la QA
- Evaluation de l'impact thermique (ICU)

Le protocole d'évaluation du projet repose sur des fonds et aides d'investissement :

- la Région demande des garanties afin d'avoir une évaluation sérieuse des projets et l'accord d'AIRPARIF dans le cadre du AIRLAB nécessaire sur le protocole de suivi et d'évaluation de l'expérimentation.
- le versement de l'aide (acomptes) est conditionné à cet accord. Ce qui peut présenter des difficultés pour une société comme NanoSense (délai d'approbation du protocole Vs délais contractuels et trésorerie)

L'intérêt pour la Région est multiple : outre les aspects sanitaires, une meilleure qualité de l'air améliore les performances cognitives des élèves. Le procédé utilisé est potentiellement utilisable dans d'autres espaces publics comme les gares et arrêts de bus, les aéroports, les jardins publics et notamment les zones de jeux pour les enfants et les stades. La région gère de nombreux lycées qui pourraient être potentiellement intéressés par ce type d'innovations

Le projet est transposable. S'il est intéressant de pouvoir s'appuyer sur les TPE, PME innovantes, il faut tenir compte de leur fragilité financière ; Il peut être parfois difficile de concilier les objectifs publics (besoin de s'assurer de la bonne utilisation des financements, contrôle, évaluation objective, respect des réglementations) et la situation des PME (trésorerie, délais de paiement).

11h00 – 11h20



### AESN : LES DISPOSITIFS D'AIDES DE L'AGENCE DE L'EAU SEINE-NORMANDIE

avec Didier Le CARRE, chef de service – Direction Territoriale Seine Francilienne de l'AESN – Agence de l'eau Seine-Normandie

L'Agence de l'Eau Seine Normandie (AESN) en quelques mots :

- Etablissement public sous la tutelle du Ministère de la Transition écologique et du Ministère des finances
- Missions : contribuer à l'amélioration de la gestion de l'eau
- Périmètre : bassin versant de la Seine et de ses affluents
- 6 directions territoriales dont une en Ile-de-France : la direction territoriale Seine Francilienne (50 agents-Directrice : Nathalie Evain-Bousquet)
- 400 agents
- Moyens : redevances et aides (650 M€/an)



L'Agence de l'Eau, n'est pas un maître d'ouvrage ; Elle accompagne les projets, mais n'engage pas de projets.

Les priorités de son 11<sup>ème</sup> programme (2019-2024) sont :

- L'atteinte des objectifs de bon état des masses d'eau conformément au SDAGE : Réduction à la source des pollutions, réduction des rejets d'eaux usées, ...
- L'adaptation au changement climatique : Gestion à la source des eaux de pluie, économies d'eau...
- La reconquête de la biodiversité : Restaurer les rivières, renaturation des milieux et zones humides, continuités écologiques, zones naturelles d'expansion des crues...
- La protection de la santé publique : Réduction des émissions de micropolluants, des pollutions dans les zones de captage d'eau potable et zones sensibles...

L'Agence de l'Eau peut accompagner des entreprises sur l'innovation via des études pilotes, etc. et les collectivités sur différents sujets :

- Assainissement :

Nature des travaux	Taux d'aide (S= subvention, A = avance)
Etudes	<b>S 50%</b>
Création et modernisation d'ouvrages collectifs de traitement, réseaux d'assainissement	<b>S 40% + A 20%</b>
Branchements (domaine privé)	Branchement : <b>4200 €</b> (IDF) Immeuble et bâtiment public : <b>420 €/EH</b> (IDF) Déconnexion des eaux de gouttières : <b>1 000 €</b>

La conformité des branchements est un enjeu et une priorité importante.

- Gestion à la source des eaux pluviales :

Nature des travaux	Taux d'aide
Etudes spécifiques - Réduction des pollutions par temps de pluie	<b>Subvention : 50 %</b>
Réduction à la source des écoulements de temps de pluie en zones urbaines	<b>Subvention : 40/50/60 % (GE/ME/PE) 80 % collectivités</b>



- Protection des captages : L'objectif est de diminuer l'usage des intrants (pesticides, engrais) par les agriculteurs. Les principales actions encouragées par l'agence :

- Accompagner les exploitations agricoles (amélioration des pratiques, agriculture biologique/bas niveau d'intrants...)
- Développement de filières de transformation agricoles à bas niveau d'intrants
- Formation, études, expérimentation, communication...

- Activités économiques : Possibilité d'accompagner

- Travaux (technologies propres, épuration, prévention de pollution accidentelle, économies d'eau...) : Subvention : 40 % / GE, 50 % / ME, 60 % / PE
- Etudes : Subvention : + 10 % de subvention / travaux

Les aides peuvent être individuelles si l'impact est avéré ou être apportées au tissu dispersé d'entreprises dans le cadre d'opérations groupées.

En termes de stratégies d'intervention, déploiement d'une politique de contractualisation à différentes échelles (bassin versant, nappe par ex) avec la mise en place d'états des lieux, de programmes d'actions spécifiques pour réduire les pressions anthropiques sur les bassins versants, les rivières, etc. les porteurs de contrats sont les acteurs de la gestion des milieux aquatiques, les acteurs de l'assainissement ou les acteurs de l'eau potable.

11h20 – 12h00

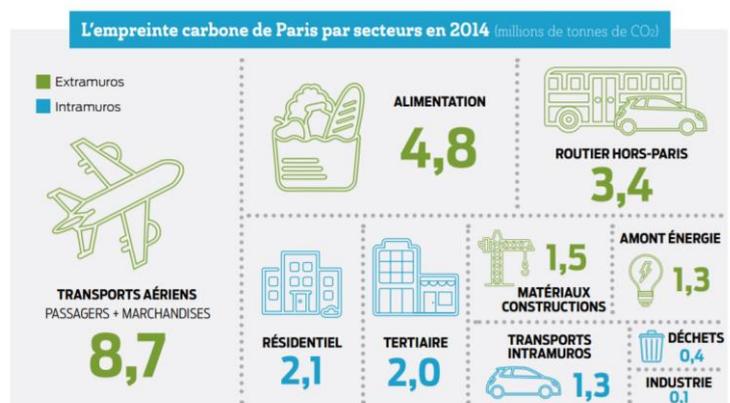


## TRAVAILLER AVEC LA VILLE DE PARIS

- Présenté par VILLE DE PARIS - Léa Vasa, Maire-adjointe Paris 10e arrondissement - Economie Sociale et Solidaire, Développement Durable / Climat, Handicap / ECO2INITIATIVE - Shafik Asal, Directeur associé #sensibilisation #restauration #BasCarbone

La ville de Paris est engagée dans un PCAET et un Plan Alimentation durable, avec pour objectifs :

- Neutralité carbone = -50% consommation énergétique pour permettre le 100% ENR
- Alimentation = -40% GES en 2030
- 90% durable en 2050 (évolution > 100% bio en 2026)



La Ville réalise des bilans a posteriori tous les deux ans mais ne dispose pas réellement d'outil de pilotage en temps réel.

Dans le 10<sup>ième</sup> arrondissement de la ville de Paris, création d'une feuille de route locale [www.mairie10.paris.fr/climat](http://www.mairie10.paris.fr/climat) au travers d'une concertation, répondant ainsi à une forte attente autour de la question alimentaire et particulièrement à l'école, et décision de regrouper les enjeux au sein d'un projet expérimental en restauration scolaire.

On assiste à un véritable basculement politique concernant la réduction de la part carnée et de la qualité environnementale des produits alimentaires. En effet :

- La concertation met en lumière une forte demande + 10% d'élèves optent pour l'alternative végétarienne quotidienne la 1<sup>ère</sup> année de mise en place dans le 18<sup>e</sup> arrondissement ;
- L'adhésion éthique de la direction de la Caisse des Ecoles et du conseil d'administration (sensibilisation préalable, formations, micro-projets, etc.) ;
- La nécessité d'agir au regard de l'enjeu climatique et d'adopter des solutions concrètes objectivées par l'expertise indépendante de Eco2 qui a réalisé le bilan carbone alimentaire pour la Ville de Paris.



À la suite du Bilan Carbone® de la restauration collective de la Ville de Paris en 2016, le projet **Nos Cantines Engagées Pour le Climat** a été construit, avec pour objectif, des repas bas carbone, plus durables et équilibrés.

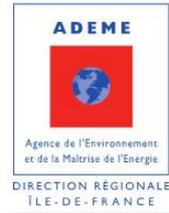
Caisse des Ecoles

Partenaires

Soutien Financier



Gilles Daveau



11

Les résultats sont particulièrement intéressants. En 1 an, la moitié des objectifs que la ville se donne à plus de 10 ans a été réalisé. L'outil de pilotage en temps réel de l'impact carbone (et autres critères) est applicable à d'autres directions et fonctions (achats, construction, etc.. ). Il est répliquable et simple d'utilisation forgé autour des besoins réels, son usage simplifie la gestion quotidienne de la caisse des écoles. De fait, il va être généralisé à l'ensemble des caisses des écoles de Paris.

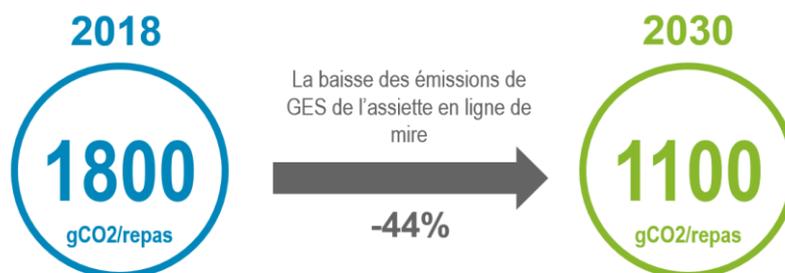
Il est important dans ce type de projet d'avoir une approche non-moralisatrice, mais au contraire enthousiasmante et conviviale, impliquant et valorisant l'expertise de l'ensemble des parties prenantes, basée sur la motivation par la connaissance des enjeux, les valeurs personnelles et la progression professionnelle

**ECO2 INITIATIVE** est un Cabinet d'études et d'accompagnement engageant en développement durable, qui accompagne depuis 2006 ses clients – entreprises, établissements publics ou collectivités – dans leur transition vers des pratiques plus durables et leur valorisation.

Le projet mené dans le 10ème arrondissement avait 3 perspectives :

- Réduire les émissions de GES dans la restauration collective ;
- En augmentant la part des achats durables (bio, locaux, labels de qualité, circuits courts) donc en travaillant sur la provenance des produits.
- En garantissant l'équilibre nutritionnel des repas.

L'originalité du projet était de se donner un objectif mesurable et chiffré, ce qui manque souvent dans les données et stratégies climatiques :



Source: Bilan Carbone 2016 – Restauration collective Paris

# Retours d'expériences dans les cantines des 9 et 10èmes arrondissements parisiens :



En étant plus près du terrain, on arrive à avoir des résultats. On ne peut pas seulement recourir à une approche technique. La collaboration avec les acteurs du quotidien est primordiale.

C'est cette méthodologie qui est adoptée pour mesurer le poids carbone : Elle a donné naissance et concrétisé l'outil présenté ci-dessous. Il a été pensé et conçu avec les utilisateurs pour qu'il soit le plus simple à utiliser pour eux.

### 1 : je renseigne mon plan de menus

Menu	Entrée	Plat	Accompagnement	Produit laitier	Dessert
Menu 1	Salade de légumes crus	Steak haché	Pommes de terre	Fromage	Crème glacée
Menu 2	Salade de légumes crus	Volaille	Pommes de terre	Fromage	Crème glacée
Menu 3	Salade de légumes crus	Poisson	Pommes de terre	Fromage	Crème glacée

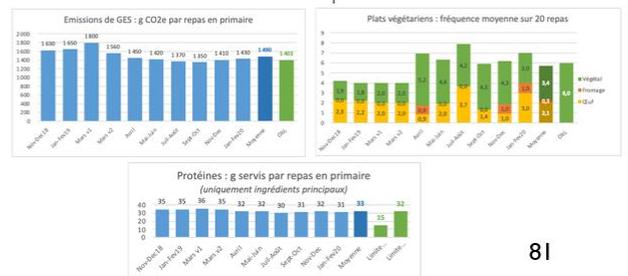
### 2 : je caractérise mes composantes

Composante	Quantité	CO2e
Steak haché	100g	1.4
Pommes de terre	100g	0.1
Fromage	100g	0.5
Crème glacée	100g	0.2

### 3 : l'outil calcule automatiquement les indicateurs environnement et nutrition

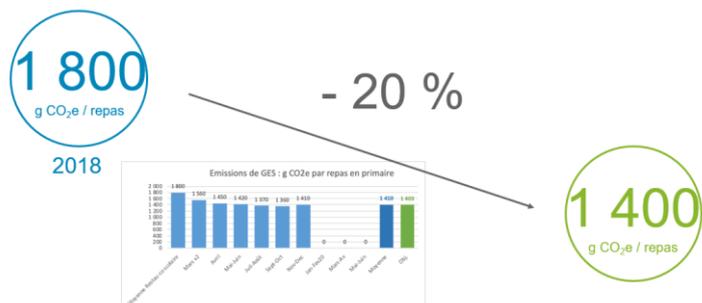


### 4 : j'analyse et améliore mes plans de menus avec le temps



Il suffit de caractériser les menus, et l'outil témoigne l'empreinte carbone. En amont, il est donc possible d'ajuster.

Les résultats sont multiples : En plus de la réduction de 20% en 1 an, tou(te)s les cuisinier(e)s ont été formé(e)s et des dizaines d'enfants sensibilisés.





## TRAVAILLER AVEC UN BAILLEUR SOCIAL

- *Présenté par LOGIREP - Rodolphe Talbot, Chargé de projets Pôle renouvellement urbain / ECOME - Jean-Baptiste Bernard, Associé gérant  
#RénovationUrbaine #PerformanceEnergétique*



LOGIREP est une Entreprise Sociale pour l'Habitat dont le siège social est situé à Suresnes (92) du Groupe Polylogis.

13

Bailleur social indépendant et fort de l'engagement de ses équipes, de la confiance des élus locaux, de ses partenaires et de ses locataires, ce Groupe est aujourd'hui l'un des grands bailleurs sociaux français indépendants avec un patrimoine de 80 000 logements. Il est au cœur de la relance de la construction sociale en Île-de-France, Normandie, Pays de la Loire, Centre-Val de Loire, Picardie, Nouvelle-Aquitaine et Occitanie.

Polylogis est spécialisé dans : la construction, la rénovation, l'aménagement, et la gestion de logements pour les foyers à faibles revenus, les étudiants, les jeunes travailleurs, les personnes âgées ou à mobilité réduite.

Dans le cadre de son plan de progrès sur la politique énergétique, nommé POLLEN, le Groupe Polylogis a choisi de développer les contrats de performance énergétique.

La problématique de la rénovation et de l'exploitation du parc existant est de passer d'actions ciblées de rénovation à des réductions de consommation énergétique garanties et d'assurer la performance et la maîtrise des charges dans la durée.

La performance énergétique nécessite une approche et une cohérence globales alliant

- Actions sur l'enveloppe, les systèmes de production, la rénovation des installations existantes (réseaux),
- Qualité d'exécution,
- Qualité d'exploitation pour atteindre la performance attendue dans la durée.

Conduire un projet global de performance énergétique consiste à définir les engagements, moyens et méthodes de contractualisation et mesure de la performance et à suivre l'ensemble des étapes jusqu'à l'exploitation : contractualiser, anticiper, suivre, expliquer, imputer les écarts éventuels

### • 3 projets en cours, concernés.



Clichy sous Bois 77 logts  
5 M€ d'engagement



Rosny Sous Bois 204 logts  
8,5 M€ d'engagement



Sarcelles 210 logts  
8,5 M€ d'engagement

Dans le cas de la « Tour Victor Hugo » à Clichy sous bois, intégré dans le projet Cœur de Ville les résultats ont été les suivants :

- **TRAVAIL SUR L'ENVELOPPE ET SYSTEMES** → -50%
    - ✓ Suivi de la conception
    - ✓ Engagement de performance
  
  - **TRAVAIL SUR LA REGULATION**
    - ✓ Terminale (radiateurs -domotique) : - 5 à -10%
    - ✓ Production (GTB) : - 5 à -15%
  
  - **SUIVI DE PERFORMANCE :** -5%
  
  - **TRAVAIL SUR LES COMPORTEMENTS :** - 8%
- } - 20 à -30%

**ecome**, BET en Conception technique des bâtiments, environnement et Enr

- Culture de la recherche et développement
- Projet ANR (4 ans) couplages géothermie et solaire
- Projet Innov'up carnet numérique du logement eCOMEN
- Expérience du suivi en continu des installations

A développé les expertises nécessaires à une approche globale :



12h – 12h20



**DRIEE - TEDDIF : PCAET, DE REELLES OPPORTUNITES POUR LES ENTREPRISES ET LES COLLECTIVITES DU TERRITOIRE**

*Les Plans Climat Air Energie jouent un rôle capital dans les projets de transition des territoires. Comment les mettre à profit de projets collaboratifs PME/territoires ? avec Marc Dufau, Chef de projet économie verte DRIEE, Patrick Favé, Chargé de mission changement climatique DRIEE / Isabelle Robinot-Bertrand, Responsable du TEDDIF / Miléna Gimenez, Chef de projets Cluster EMS*

Les Plans Climat Air Energie Territoriaux (PCAET), encore insuffisamment connus des entreprises, sont les outils privilégiés des Collectivités pour traduire leurs engagements contre le réchauffement climatique.

Les objectifs stratégiques et plan d'actions sont propres à chaque territoire et doivent inciter à la mobilisation de l'ensemble des acteurs du territoire, dont les entreprises, qui sont un public réputé difficile à mobiliser alors même que les intérêts pour elles sont multiples.

Patrick Favé de la DRIEE expose en quelques mots ce qu'il importe de savoir sur les PCAET :

#### Une obligation réglementaire

- Toutes les EPCI & EPT de plus de 20000 habitants
- Révisable tous les 6 ans

#### Des objectifs stratégiques

- Réduire les émissions de gaz à effet de serre
- Réduire les consommations d'énergie
- Réduire les émissions de polluants atmosphériques
- Décarboner (« défoissilliser ») les territoires - ZEN

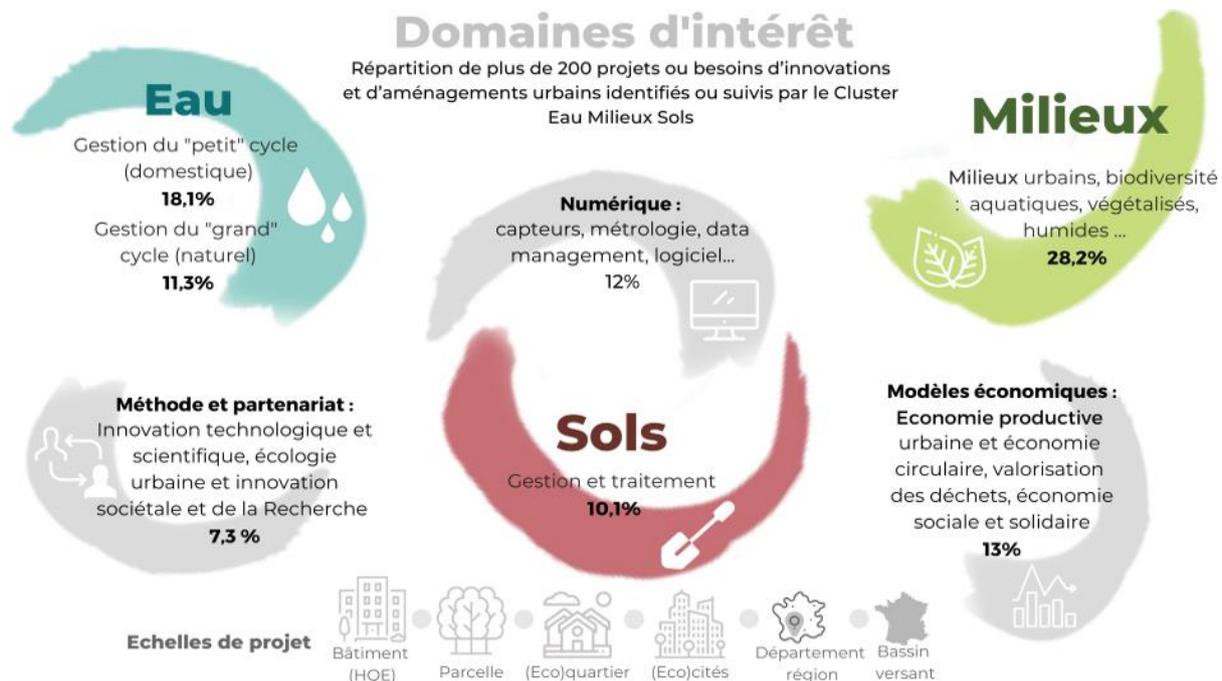
#### Les objectifs du plan d'actions

- améliorer l'efficacité énergétique,
- développer de manière coordonnée des réseaux d'énergie,
- augmenter la production d'énergie renouvelable et de récupération,
- développer le stockage et d'optimiser la distribution d'énergie.
- favoriser la biodiversité pour adapter le territoire
- anticiper les impacts du changement climatique.

#### Conditions d'élaboration et de mise en œuvre

- Concertation préalable
- Évaluation environnementale
- Avis de l'État & du Conseil régional
- Consultation du public
- Adoption & Mise en œuvre
- Animation du territoire par la collectivité
- Bilan à mi parcours
- Évaluation et révision

Le Cluster Eau Milieux Sols facilite pour les collectivités adhérentes la mobilisation des entreprises.



Il peut contribuer de plusieurs façons :

- Mobilisation des acteurs clés de la filière Eau Milieux Sols Francilienne pour la construction du PCAET :

- Contribution et mise en œuvre d'actions et en particulier de solutions innovantes
- Contribution aux réflexions stratégiques, méthodologiques et à la communication globale du projet de PCAET

- Emergence de besoins et identification des offres :

- Echanges avec les services du territoire et les collectivités pour identifier les besoins : réunions individuelles ou collectives
- Compréhension du diagnostic PCAET, des enjeux et de la stratégie du territoire, analyse des indicateurs PCAET
- Echanges en Ateliers avec les entreprises, association et établissement de recherche pour identifier les offres et propositions de développement

La transversalité entre les acteurs est un enjeu clef pour mener des actions concrètes. Le Cluster peut aussi favoriser des projets innovants répondant aux objectifs et indicateurs du

PCAET, apprécier les effets indirects du PCAET sur le développement des filières et de la compétitivité des entreprises, favoriser le renforcement de filières pour la créativité des PCAET et le développement de projets sur le long terme..

Plusieurs exemples :

### **TPE / WATER CONNECT**

Suite à la participation de l'entreprise Water Connect aux différents ateliers PCAET de Paris Est Marne et Bois, les échanges se sont renforcés et ont permis de développer un projet avec les services environnement et développement économique et avec le Lycée Technique Paul Bert à Champigny : les équipements sont montés par les lycéens avec l'entreprise et sont par la suite installés avec la Collectivité sur l'espace public.



16

Partenariat : public – privé – enseignement – participatif – environnemental (lutte contre l'ouverture des bouches à incendie et rafraichissement)

### **GRAND COMPE GRDF**

GRDF est intervenu dans les ateliers PCAET de GPSEA et de GOSB. Depuis, un partenariat a été mis en place avec le Cluster et les territoires pour identifier toutes les solutions techniques en matière de valorisation énergétique des biodéchets, des techniques des entreprises et identifier l'ensemble des acteurs de la filière.

### **FILIERE SOL**

PEMB : Réflexion sur la notion d'autosuffisance des sols à l'échelle territoriale,

GPSEA : Avec Ecole des mines, réflexions sur la filière et identification des besoins, mobilisation de 30 entreprises des filières en groupes thématiques et ateliers.

GOSB : Avec AgroParisTech, réflexion sur la filière et usages sur le territoire – mobilisation de 35 entreprises de la filière en groupes thématiques et ateliers.

13h30 – 14h00



## METROPOLE DU GRAND PARIS – GIP MAXIMILIEN : INTEGRER LES CLAUSES CIRCULAIRES ET ENVIRONNEMENTALES DANS LES ACHATS PUBLICS

*Retours sur les expériences de la MGP dans le cadre du Programme-action « Achats et économie circulaire » et présentation de la mission régionale d'appui au développement des clauses circulaires dans l'achat public par le GIP MAXIMILIEN avec Xavier Lemoine, Vice-Président délégué à l'Economie circulaire, à l'Economie collaborative et à l'Economie Sociale et Solidaire MGP, Sandrine Bousquet, Directrice Adjointe GIP Maximilien, Enrique PORTOLA, Chef du Service Développement Durable des Territoires et des Entreprises DRIEE*

17

Les enjeux de l'économie circulaire mis en service pour la transition écologique sont inscrits dans le Code de l'environnement.

La feuille de route Economie circulaire a pour ambition de mettre en avant un cadre institutionnel engagé en faveur de l'économie circulaire. Le plan de relance à la suite du covid témoigne davantage du rôle et de l'impact de l'économie circulaire dans les politiques d'achats et sur les territoires. Il est essentiel d'intégrer des clauses circulaires dans les marchés publics et pour cela de développer une culture commune avec le déploiement d'actions pertinentes. Dans ce cadre qu'es'inscrit le programme-action « Achats et économie circulaire ».

### Présentation du Programme-action « Achats et économie circulaire »



Projet porté par la MGP, l'OBSAR et l'INEC, il a pour objectif d'accompagner l'intégration des critères d'économie circulaire dans les stratégies d'achat des participants pour stimuler l'économie circulaire.



34 participants volontaires publics/privés sont aujourd'hui engagés dans l'intégration de l'économie circulaire dans leurs achats.



Lancement du programme-action en décembre 2018

Les points forts du programme selon les participants sont la mise en réseau provoquée par la rencontre des acheteurs et des fournisseurs de solutions, la dynamique et l'inspiration autour de l'achat circulaire, le partage des retours d'expériences.

## Conditions de participation au Programme-action « Achats et économie circulaire »

- Etre une collectivité de la Métropole du Grand Paris OU être membre de l'INEC OU de l'ObsAR
- S'engager à amorcer une démarche d'intégration de l'économie circulaire dans ses achats
- Adopter une démarche active de recherche de solutions en interne
- Participer aux réunions plénières avec les autres participants
- S'engager à partager ses expériences dans un cadre d'apprentissage collaboratif.

18

Un guide a été produit. Opérationnel, il est structuré pour aider, accompagner, donner envie aux individus intéressés par un tel sujet.



[A retrouver sur le site de la Métropole du Grand Paris](https://www.paris.fr/themes/le-site-de-la-metropole-du-grand-paris)

L'Édition n°2 du programme-action est en cours, à laquelle il est possible de candidater sur [www.Grand.Paris.circulaire.org](http://www.Grand.Paris.circulaire.org)

### SOCLE COMMUN

Réunions plénières thématisées  
(2/an)

#### DISPOSITIF NATIONAL

Réunions d'accompagnement  
(3/an/groupe)

**Groupe 1 - SENSIBILISATION /  
EMERGENCE**  
**Groupe 2 – INCUBATION**  
**Groupe 3 – ACCELERATION**

#### DISPOSITIF METROPOLITAIN

Réunions d'accompagnement  
(3/an/axes)

**« Ecole circulaire »**  
**CONSTRUCTION**  
**BOUCLE ALIMENTAIRE**  
**EQUIPEMENT**  
**FONCTIONNEMENT**  
**ENSEIGNEMENT**

## Mission d'Appui au développement des Clauses Circulaires et Environnementales

La Mission d'Appui au développement des Clauses Circulaires et Environnementales (MACCE) a les objectifs suivants :

- Accompagner les acheteurs publics à intégrer l'économie circulaire dans les stratégies d'achat
- Développer les liens entre les acheteurs publics et les opérateurs économiques

Elle est portée par le **GIP Maximilien**



- Portail Régional de l'Administration électronique
- 350 collectivités et acheteurs publics
- 8 000 marchés publics /an
- 11 milliards d'achats publics en 2019

19

Il s'agit d'un programme collectif qui propose aux acheteurs publics et aux éco-entreprises la mise à disposition d'outils (clausier, base fournisseurs, ...) et un accompagnement par cycle qui sera rythmé par

- Des webconférences,
- Des ateliers d'échanges, de sensibilisation et de co-construction
- Des parrainages
- Des conseils d'experts
- Des mises en relation avec l'offre

Le programme devrait démarrer en janvier 2021. Pour tout savoir : <https://bit.ly/3erZcz1>. Sandrine Bousquet - GIP Maximilien : [sandrine.bousquet@maximilien.fr](mailto:sandrine.bousquet@maximilien.fr)

14h00 – 14h40



### ADEME – BANQUE DES TERRITOIRES – TEDDIF – PEXE : ACCOMPAGNER LES PROJETS DE TEE DANS LES TERRITOIRES

*Focus sur l'AMI CITEC, le Financement, les Contrats de transition écologique et l'Enquête emplois & compétences dans les PME des éco-activités en cours dans 20 territoires engagés CTE par Claire PEYET-FEBRER, Chargée de missions Pôle Villes et Territoires Durables ADEME, Ivan Chetaille, Responsable d'Investissement Transition Énergétique et Écologique Banque des territoires, Isabelle Robinot-Bertrand, Responsable du TEDDIF, Louise Ayné, Cheffe de projets PEXE*

## Focus sur l'AMI CITEC par Claire Peyet-Febrer de l'Ademe IdF

Face au constat que les objectifs de la Stratégie Nationale bas Carbone n'ont pas été atteints, l'Ademe suggère pour accélérer la transition énergétique et écologique d'avoir une vision plus transversale et de combiner les thématiques Climat-Air-Energie et économie Circulaire.

## COMBINER DEUX PROGRAMMES



Proposer aux **collectivités** de travailler sur cette **vision transversale** via deux programmes phares de l'ADEME : **Cit'ergie** et **Economie Circulaire (ECi)** sur 4 ans

**Accompagnement 1** : transversalité niveau 1 – spécialité énergie, entrée dans le programme **Cit'ergie**

**Accompagnement 2** : transversalité niveau 1 – spécialité économie circulaire, entrée dans le programme **ECi**

**Accompagnement 3** : transversalité niveau 2 – entrée dans les **deux programmes**

Contenu des accompagnements :

- Une RH – conseiller Cit'ergie (1 et 3) et prestataire **ECi** (1, 2 et 3)
- Des journées de formation
- Des journées de partage, de réseautage
- L'accès aux outils ADEME

Les deux programmes, **dimensionnés pour réaliser la TEE**, sont très complets :

- Organisation et habitudes de travail à mettre en place
- Diagnostics poussés à établir
- Nombreux chantiers à lancer

20

## TRANSVERSALITE : COMMENT ARTICULER EC ET CAE ?



Chaque programme est construit autour d'une **grille** (référentiel) qui présente toutes les actions à faire et les points attribués à chacune. Cette grille guide et vous permet **d'aligner les actions de la collectivité avec ce système de notation**. Les actions sont donc notées, et en fonction du total de points, la collectivité obtient un niveau de **labellisation**.

**Ces deux grilles ont une forme similaire :**

Une **gouvernance et des groupes de travail** à mettre en place  
Des **diagnostics** à réaliser  
Des **stratégies et des objectifs** à déterminer  
Des **moyens** à déployer  
(financement, sensibilisation – accompagnement, moyens RH, ...)  
Des programmes de travail thématiques à mettre en œuvre

Au-delà de ces grilles, l'accompagnement pourra proposer des **ateliers** (formation sur l'approche transversale, organisation interne, inspiration...) des **outils, fiches exemples, fiches techniques** (adaptation au changement climatique, approche systémique, économie de la fonctionnalité...)

Une **grille mixant EC et CAE** et commune aux trois accompagnements servira à orienter les actions selon une démarche transversale.

Chaque collectivité **sera cependant notée selon le(s) programme(s) choisi(s)**.

## MOYENS HUMAINS ET FINANCIERS



**Coût du conseiller Cit'ergie**  
Environ 30 à 35K€ sur les 4 ans, financé entre 50 et 70% par l'ADEME

**Travail sur l'ECi**  
Prestataire **ECi** mis à disposition par l'ADEME (environ 4 réunions sur les 4 ans)

**Mise en œuvre par la collectivité**  
½ à IETP + réunions transversales + coût des études/actions

**Coût du prestataire ECi**  
A charge de l'ADEME, prestataire disponible (environ 12j sur les 4 ans)

**Travail sur Cit'ergie :**  
Avec appui de l'ADEME

**Mise en œuvre par la collectivité**  
½ à IETP + réunions transversales + coût des études/actions

Combine les 2 offres

Journées d'échanges, de formation... prises en charge par l'ADEME (sauf transport)

Plusieurs vagues de candidature sont proposées : juin et novembre en 2020, avril et septembre en 2021

Envoi du dossier à [territoires.idf@ademe.fr](mailto:territoires.idf@ademe.fr)

Pour en savoir plus : <https://appelsaprojets.ademe.fr/aap/AMI%20CITEC2020-43#resultats>

**L'offre de la Banque des territoires**, présentée par Ivan Chetaille

La Banque des Territoires regroupe les offres de la Caisse des Dépôts et de ses filiales (SCET, CDC Habitat) **au service des territoires**:

21

- ✓ **Conseiller** : Conseil, ingénierie et appui aux territoires, pour accompagner leurs stratégies de développement
- ✓ **Financer** : Une offre complète de financement : Prêts, investissement en fonds propres, financements du programme d'investissement d'avenir, services bancaires
- ✓ **Opérer** : Gestion directe et indirecte pour le compte des clients, notamment en matière de logement

⇒ Un accompagnement sur toute la chaîne de valeur du projet

Son ambition : promouvoir et construire des territoires plus connectés, plus attractifs, plus inclusifs et plus durables

Permettre à chacun, en tout point du territoire, ...



- Un accompagnement de la transition écologique sur différentes thématiques :
  - La rénovation énergétique du patrimoine public : Intracting, contrat de performance énergétique
  - Le développement des énergies renouvelables : éolien , PV, hydrogène...
  - L'environnement et valorisation des ressources : Méthanisation, réseaux de chaleur et d'eau, la géothermie...
  - La mobilité : Infrastructure de recharge, véhicules décarbonés, logistique urbaine, nouveaux services...
  - L'économie circulaire

La Banque des territoires intervient selon plusieurs modalités :

- en financement en fonds propres, elle contribue à la structuration juridique et financière de projets, à la consolidation des plans d'affaires et des plans de financement des projets et peut avoir un rôle d'implementing partner pour l'union européenne (Appel à projet Connecting Europe Facility). Ses principes d'intervention sont :

- Agir en « investisseur avisé », respecter les règles de marché et de concurrence (retour sur investissement, pas de subvention)
- Se positionner prioritairement en actionnaire minoritaire mais « actif » dans la gouvernance, comme tiers de confiance
- Adopter une approche « long-termiste » de la rentabilité en organisant la gestion et la valorisation du portefeuille d'investissements (liquidité)
- Investir prioritairement dans des actifs verts de taille « significative »

- en financement long terme en prêts : Elle dispose pour cela d'une offre de prêts essentiellement en direction des collectivités publiques et aux bailleurs sociaux pour le financement de leurs projets.

- en ingénierie avec à la fois :

La mobilisation de l'Ingénierie interne CDC (compétences des services régionaux et nationaux de la CDC) pour l'aide au montage juridique et financier, à la recherche de financements, des projets territoriaux (éco quartiers, smart city..)

Le co-financement (subvention) d'études pré-opérationnelles (études de faisabilité technique, juridique...)

Le financement de l'Ingénierie orientée projets : émergence de projet, faisabilité voire étude amont prospective

« La plateforme numérique des territoires » Territoires Conseils : ex Mairies Conseils et Localtis

Pour en savoir plus, consulter la Plateforme numérique banque des territoires : <https://www.banquedesterritoires.fr>

#### Etudes publiées sur la plateforme numérique Banque des Territoires



**Le réseau Teddif** présenté par isabelle Robinot-bertrand, Cerema IdF, animatrice du réseau Teddif

**5 partenaires avec 1 objectif commun depuis 2002 :**

Favoriser l'intégration du développement durable et de la transition énergétique dans les projets des collectivités franciliennes



**Réseau TEDDIF** www.teddif.org

pour la **transition écologique** des territoires franciliens

Des productions annuelles en ligne sur [www.teddif.org](http://www.teddif.org)

**Ateliers et Rencontre régionale Teddif**

03

Transition énergétique & Projets de territoire

Des collectivités engagées et innovantes

Rencontre régionale Teddif Transition écologique en Île-de-France : où en sommes-nous ?

Adaptation au changement climatique

Résilience territoriale

**Le Contrat de Transition Ecologique (CTE)** présenté par isabelle Robinot-bertrand, Cerema IdF

## Le Contrat de Transition écologique

*L'ambition d'un territoire pour répondre aux enjeux de transition écologique et solidaire*



24

### Les objectifs

- Démontrer par l'action que **l'écologie est un moteur de l'économie**, et développer l'emploi local par la transition écologique (structuration de filières, création de formations) ;
- Agir avec **tous les acteurs du territoire**, publics comme privés, pour traduire concrètement la transition écologique ;
- **Accompagner de manière opérationnelle** les situations de reconversion industrielle d'un territoire (formations professionnelles, reconversion de sites)/ la transition des territoires.

### Résultats

- Le territoire s'appuie sur le contrat pour développer **ses axes stratégiques de transition écologique**
- Les parties prenantes s'engagent sur des **résultats concrets et chiffrés**
  - **Un contrat** : fixe les grands objectifs et engagement
  - **Un programme d'actions** : fiches actions avec des projets concrets et réalisables
  - **Des objectifs chiffrés**
  - **Une charte d'engagement** : pour associer les parties prenantes

CTE =

### Une logique de guichet unique

Des **services de l'Etat et établissements publics** associés pour :

- Proposer un **accompagnement technique et réglementaire** des projets
- Organiser une **mobilisation coordonnée** des **financements de droit commun existants**

80 CTE au niveau national et 3 CTE franciliens portés par des EPCI et articulés avec leur PCAET.

### Impacts des CTE sur l'emploi, par Louise Ayne, Pexe

Enquête nationale menée par Pexe pour démontrer que les CTE peuvent être une opportunité pour le développement de m'emploi dans les éco-PME.

**DES ACTIONS  
RENFORCÉES DANS 20  
TERRITOIRES CTE  
SÉLECTIONNÉS POUR  
AGIR AU PLUS PRÈS DES  
RÉGIONS.**



<https://emplois-et-compétences.ecoentreprises-france.fr/>

14h40 – 15h00



**CLUB IDF ECO-ENTREPRISES :  
TRAVAILLER AVEC LE CLUB POUR ACCELERER LA TRANSITION  
ÉCOLOGIQUE ET ÉNERGETIQUE EN IDF**

*avec Marie Combarieu, Présidente du Club IDF-éco-entreprises et Sophie Gentils, Coordinatrice régionale Club IDF éco-entreprises*



L'objectif est d'accompagner le développement des Eco-PME par l'organisation d'ateliers, petits déjeuners, moments de networking.

Le Club est membre du PEXE. Les entreprises adhérentes bénéficient de tarifs réduits pour les événements PEXE et d'opportunités du réseau, sont mises en avant dans les annuaires, disposent d'une visibilité accrue et d'une communication qualifiée.

**ANNUAIRE DES ÉCO-ENTREPRISES EN ÎLE-DE-FRANCE**

Annuaire des Eco-Entreprises d'Ile-de-France

**TERRITOIRES EN TRANSITION & ECO-PME D'ILE-DE-FRANCE** 2 JUILLET 2020

**KERLOG**

KERLOG est un fabricant de produits de haute qualité, réalisés en France, destinés à la restauration et au service des clients. Depuis 1970, nous sommes spécialisés dans la fabrication de produits de haute qualité.

**LABORATOIRE WATCHDOG**

Nous sommes une entreprise spécialisée dans la vente de produits de haute qualité, réalisés en France, destinés à la restauration et au service des clients. Depuis 1970, nous sommes spécialisés dans la fabrication de produits de haute qualité.

**NEOCLIDE**

NEOCLIDE est une entreprise spécialisée dans la vente de produits de haute qualité, réalisés en France, destinés à la restauration et au service des clients. Depuis 1970, nous sommes spécialisés dans la fabrication de produits de haute qualité.

**OSWAY**

OSWAY est une entreprise spécialisée dans la vente de produits de haute qualité, réalisés en France, destinés à la restauration et au service des clients. Depuis 1970, nous sommes spécialisés dans la fabrication de produits de haute qualité.

**SUNVE**

SUNVE est une entreprise spécialisée dans la vente de produits de haute qualité, réalisés en France, destinés à la restauration et au service des clients. Depuis 1970, nous sommes spécialisés dans la fabrication de produits de haute qualité.

**TINOV**

TINOV est une entreprise spécialisée dans la vente de produits de haute qualité, réalisés en France, destinés à la restauration et au service des clients. Depuis 1970, nous sommes spécialisés dans la fabrication de produits de haute qualité.

**Consultation et référencement gratuits**  
**Réalisé par le PEXE avec le soutien de l'ADEME**

**IDF éco-entreprises**  
 Découvrez les entreprises françaises de l'écologie !

**INFOS MEMBRES** N°1

**INTERVIEW**

**INTERVIEW DE JONATHAN**

Le Club IDF éco-entreprises a été sollicité par trois journaux Grand Paris durable, l'Écologie Nouvelle et l'Environnement Magazine pour réaliser des portraits d'éco-entreprises concernant l'ouest et l'après Covid19 et mettre en avant des entreprises de la construction durable. Certains membres du Club ont été mentionnés sur l'article et ont accepté pour nos adhérents de se pointer virtuellement pour l'occasion.

**MISE EN AVANT DU CLUB IDF LORS DE L'AG DU PEXE**

Lors de la dernière AG du PEXE le 12 mai 2020 le Club IDF a été mis en avant concernant certains adhérents du secteur.

**Les éco-entreprises d'Ile-de-France créent leur club**

**GRAND PARIS DURABLE**

**ÉCONOMIE**

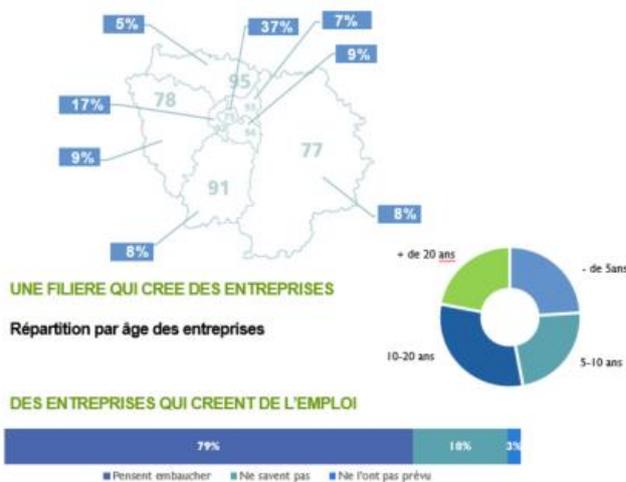
**Éric Flipo : « Cette crise est l'occasion de se serrer les coudes et d'aider collectif »**

Éric Flipo, 2 juin 2020

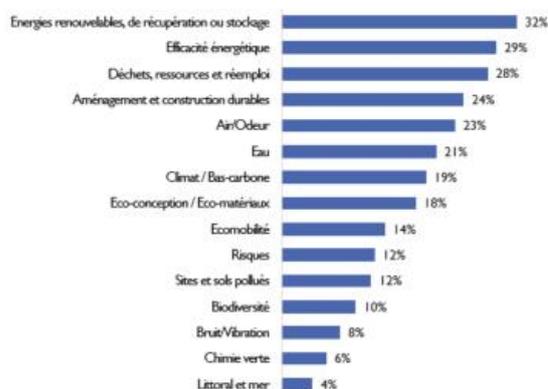
Le 18 mars, alors qu'Emmanuel Macron lançait un confinement total en France, les entreprises doivent repenser leur...

**neoclide**

neoclide est une entreprise spécialisée dans la vente de produits de haute qualité, réalisés en France, destinés à la restauration et au service des clients. Depuis 1970, nous sommes spécialisés dans la fabrication de produits de haute qualité.



## RÉPARTITION DES ECO-ENTREPRISES PAR SECTEUR



Contact : [contact@idf-ecoentreprises-france.fr](mailto:contact@idf-ecoentreprises-france.fr)

15h – 15h20



## REGION IDF : DISPOSITIFS EUROPEENS A DESTINATION DES COLLECTIVITES ET ENTREPRISES D'IDF

Venez découvrir les opportunités d'accompagnement de la Région dans le cadre des dispositifs européens avec Nina Le Duc, Accompagnatrice de porteurs de projets européens et Véronique Hostein, Chef du service développement et coopération européenne

Avant de monter un projet européen, il faut se poser un certain nombre de questions.

**Mon projet est-il innovant** (par rapport à l'existant) **et décisif** (enjeux, usages qui seront fait des résultats) ?

**Pourquoi mon projet plutôt qu'un autre devrait-il être financé par l'Europe ?**

**Quelle est sa valeur ajoutée européenne** (pbq rencontrée à l'échelle de l'UE, résultats transférables) ?

**Combien va-t-il coûter ? Quels moyens humains pouvez-vous y consacrer ?**

### Quels bénéfices ?

- Un label d'excellence et une forte visibilité
- L'internationalisation de votre activité (réseau/benchmark)
- La possibilité de développer, tester, démontrer à large échelle
- Mutualiser les risques techniques et financiers
- Des cofinancements importants et les programmes gérés directement par la CE hors régime d'aides d'Etat
- Une méthodologie et une gestion de projet rigoureuses

### Les exigences de l'UE

- En lien avec les grandes priorités de l'UE
- Principalement pour cofinancer des dépenses de fonctionnement
- Projets à plus value européenne (caractère innovant, ou transnational, ou « modèle et répliquable »)
- Subventions et/ou ingénierie financière
- Très majoritairement par appels à projet
- Sélectifs

Différents programmes européens au service de la Transition écologique, pour lesquels les collectivités peuvent compter sur l'appui du Conseil régional. <http://www.europeidf.fr/>

### Information

- En individuel ou collectif
- Ateliers
- Site Région ([Europe.idf](http://Europe.idf))
- Benchmarking

### Conseil

- Etude de faisabilité
- Veille ciblée
- Expliciter les attentes européennes

### Montage

- Soutien pour élaboration de la candidature
- Recherche de partenaires
- Construire un budget
- Éclairage sur les procédures CE

## LE PROGRAMME LIFE : AU SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU CLIMAT



### TYPES DE PROJET ELIGIBLES :

- pilotes
- de démonstration (ou « close to the market »)
- d'information, de sensibilisation et de diffusion
- intégrés

### STRUCTURES ELIGIBLES :

Associations Entreprises Collectivités et établissements publics Aménageurs Ens. sup, labos



Pas nécessaire d'avoir un consortium européen

### COÛTS ELIGIBLES :

Essentiellement des dépenses de fonctionnement

Ne finance pas la recherche fondamentale seule, ni d'importantes infrastructures (>500 000€)

**Budget moyen : 2 à 5 M€ ; Financement : 55 % des coûts éligibles**

### Budget 2014-2020



**ENVIRONNEMENT**  
Nature/biodiversité  
Utilisation efficace  
des ressources (eau,  
déchets, air...)

**CLIMAT**  
Atténuation  
Adaptation

**Gouvernance  
et  
Information**  
(Sensibilisation)

(A partir de 2021, 2 nouveaux sous-programmes supplémentaires : l'économie circulaire et la transition énergétique)

### CALENDRIER DE L'APPEL A PROJETS:

#### Sous-programme Environnement

- 1<sup>ère</sup> phase : juin année N
- 2<sup>ème</sup> phase : approx. février année N+1

**Sous-programme Climat** : une seule phase : septembre année N

Région Ile-de-France

28

## LE PROGRAMME-CADRE HORIZON 2020 (HORIZON EUROPE) PILIER 2 ET 3 : AU SERVICE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION



Le programme	<p><b>Soutien aux projets de R&amp;D et innovation, de l'idée jusqu'à l'innovation proche du marché</b></p> <p>- <b>Pilier 2 Primauté industrielle</b> : R&amp;I dans des <b>domaines technologiques clés</b> dans une logique de politique industrielle sectorielle (TIC, nanotechnologies, matériaux, procédés de fabrication, espace), <b>instruments financiers</b> en soutien aux investissements privés et <b>innovation dans les PME</b></p> <p>- <b>Pilier 3 Défis sociétaux</b> : soutien à des projets répondant aux <b>grands défis économiques et sociaux</b></p> <p>1. Santé, bien-être, vieillissement, 2. Sécurité alimentaire, bio-économie, 3. <b>Energies</b> sûres, propres et efficaces, 4. Action climatique, <b>environnement</b>, <b>efficacité des ressources</b>, 5. <b>Transports</b> intelligents, verts et intégrés, 6. Sociétés inclusives, innovantes et réflexives, 7. Sociétés sûres</p>
Les actions	<p><b>RIA (research &amp; innovation action – TRL 1 à 6)</b> : acquisition de nouvelles connaissances et/ou démonstration</p> <p><b>IA (innovation action – TRL 4 à 8)</b> : actions de démonstration</p> <p><b>CSA (coordination &amp; support action – TRL 8 et 9)</b> : réseautage, dissémination, sensibilisation, communication, mise en œuvre de politiques</p>
Pour qui ?	<p><b>Porteurs éligibles</b> : l'ensemble des acteurs de l'innovation ainsi que les <b>territoires</b> (notamment en tant que terrain d'expérimentation)</p> <p><b>Projets collaboratifs</b> : au minimum 3 partenaires issus de 3 pays membres ou associés (le plus souvent)</p>
Financement et budget	<p><b>Taux de cofinancement</b> : <b>RIA et CSA</b> : 100 % ; <b>IA</b> : 100 % pour les organismes à but non lucratif et 70 % pour les entreprises</p> <p><b>Dépenses éligibles</b> : toutes dépenses de fonctionnement liées à la R&amp;I, y compris les projets pilotes, le soutien aux procédures de passation de marché public et l'accompagnement vers la commercialisation des innovations</p> <p><b>Budget</b> : 3 à plus de 10 M€ par projet</p>
Appels	<p><b>Une centaine d'AAP par an</b>, fléchant des sujets précis, regroupés au sein de programmes de travail biannuels thématiques.</p> <p>Les derniers appels de la période 2014-2020 seront publiés <b>en septembre</b> et seront <b>en lien avec le Green Deal</b> (11 thématiques)</p> <p><b>Pour chaque appel sont précisés</b> : le(s) challenge(s) spécifique(s) à relever, le périmètre des actions éligibles et les impacts attendus</p>

## PROGRAMME ACTIONS INNOVATRICES URBAINE : CENTRÉ SUR L'INNOVATION

**The urban lab of Europe : permettre aux collectivités urbaines d'expérimenter de nouvelles politiques publiques**



**Co-financement 80%**

Projets sur 3 ans, **budget entre 3 et 5 M€**

**Dépenses d'investissement et de fonctionnement**

Dimension **innovation** très importante

Programme **très sélectif**

### 4 sujets retenus par appel chaque année, parmi les suivants :

- Économie circulaire
- Pauvreté urbaine
- Culture
- Démographie
- Transition numérique
- Sécurité urbaine
- Utilisation durable des sols / solutions fondées sur la nature
- Logement
- Qualité de l'air
- Emplois et formations dans l'économie locale
- Adaptation au changement climatique
- ...

**Ce programme aura un successeur dans le cadre de la période de programmation 2021-2027, mais il n'y a pas encore de précisions à ce stade.**



15h20 – 15h40



### CDC BIODIVERSITE - VILLE DE SEVRAN : AGIR POUR LA BIODIVERSITE. TMOIGNAGE DE LA FRICHE KODAK

*Entreprises, territoires, porteurs de projets innovants, venez découvrir comment travailler avec CDC Biodiversité et participer au programme Nature 2050 avec le témoignage de la Ville de Sevrans avec Jean-Christophe BENOIT, Directeur du Développement et de l'Investissement, Suzanne RIHAL, Cheffe de Projets Nature 2050, Séverine Martin, Cheffe de projets urbains Sevrans*

CDC Biodiversité agit pour préserver la biodiversité. Filiale à 100% de la Caisse des Dépôts, créée en 2007, elle agit en tiers de confiance, développant des solutions innovantes pour concilier économie et biodiversité en soutien des politiques publiques et projets locaux. Elle dispose d'une triple expertise écologique, foncière et financière et d'un comité scientifique, composé de personnalités reconnues dans les domaines de l'écologie et de l'économie

Elle a 4 champs d'intervention :

1. Recherche : Partenariat CDC (économie de la biodiversité)
2. Compensation écologique
3. Nature en ville
4. Actions volontaires des entreprises

Ses objectifs sont d'imaginer de nouveaux leviers pour préserver la nature. Répondre à des problématiques majeures : Quels paiements pouvons-nous consacrer ? Quelles mesures de compensation pouvons-nous mettre en place ?

Pour répondre à la nécessaire adaptation des villes au changement climatique (solutions fondées sur la nature)

#### Notre offre :

- Etude, expertise, conseil, formation



- Compensation écologique

- Action volontaire



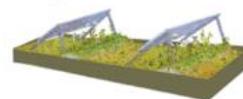
- Contrat de Performance Biodiversité

- Toitures végétalisées



#### Nos innovations :

- Toitures végétalisées solaires



- Application numérique biodiversité





• Des solutions fondées sur la nature pour faire face au changement climatique à horizon 2050



PRÉSERVER ET RESTAURER LA BIODIVERSITÉ



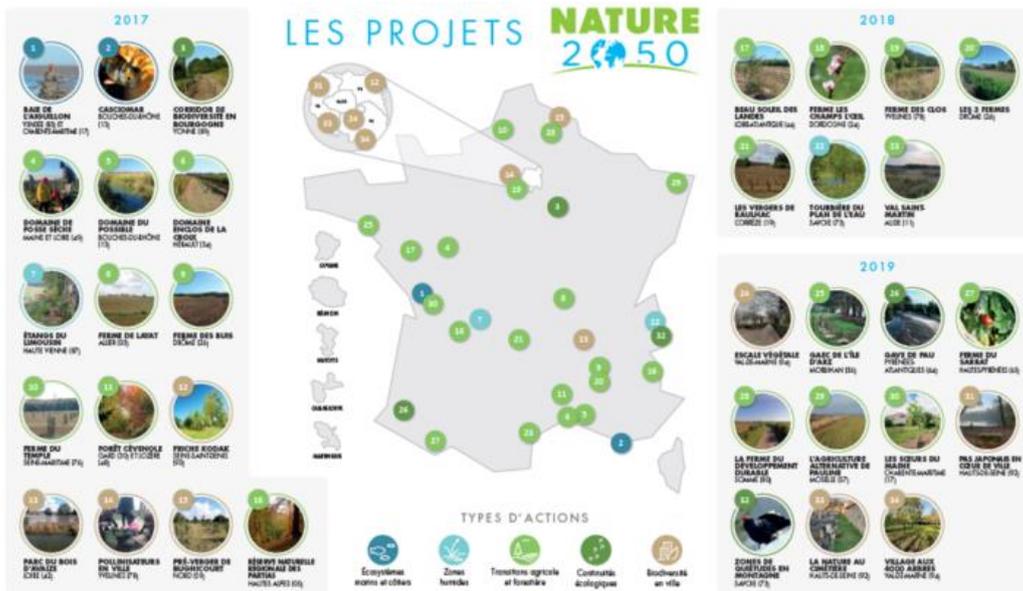
ATTÉNUER LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES



ADAPTER LES TERRITOIRES AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Né en 2016 à la suite des accords de Paris, Nature 2050 a pour objectif d'atténuer les conséquences du réchauffement climatique, en accompagnant sur le long terme tout acteur (aussi bien sur le plan financier que sur le déploiement de son projet).

Il repose sur l'engagement volontaire des acteurs économiques privés ou publics à agir, au-delà de leurs obligations réglementaires.



**Projet: Friche Kodak, Ville de Sevrans**

- **Objectif partagé :** Offrir aux habitants de Sevrans un espace naturel pérenne ; Renforcer la trame verte et bleue le long du canal de l'Ourcq en lien avec le parc de la Poudrière Natura 2000
- **Territoire partagé**
  - Installation agricole (maraichage hors sol)
  - Site d'entraînement (JO 2024)
  - Espace de jeux (city stade)
  - Espace de promenade et de détente
  - Espace préservé de biodiversité
- **Ouvrir le site sur son territoire et appropriation par les usagers.**



15h40 – 16h20



### TRAVAILLER AVEC UNE COMMUNE

- Présenté par SAINT QUENTIN EN YVELINES - Arnaud Moga, Chef de projet rénovation urbaine / KARIBATI - Florian Rollin, Chef de projets  
#construction durable #matériaux biosourcés #EconomieCirculaire

### TRAVAILLER AVEC UN ETABLISSEMENT PUBLIC D'AMENAGEMENT

- Présenté par EPA MARNE - Sébastien NERVA, Directeur adjoint / MEHA CHARPENTE - Sébastien Meha, CEO
- Intervention de Francilbois par Céline Terrier Laurens, Déléguée générale

Le contexte est le suivant :

- 1<sup>ère</sup> convention avec l'ANRU pour la transformation de la ville de Trappes-en-Yvelines entre 2006 et 2015
- Projet d'innovation sur le quartier des Merisiers / Plaine de Neauphle (plus 17 000 habitants)
- Stratégie générale : tendre vers la création d'un quartier bas carbone, réduire l'empreinte du quartier et de ses habitants
- Deux axes sur le volet bâti :
  - Solutions constructives biosourcées et/ou bas carbone
  - Développement du réemploi

Appel d'offre pour bénéficier d'un accompagnement sur les solutions bas-carbone / biosourcées :

- Etat des lieux des solutions constructives innovantes et bas-carbone
- Définition des objectifs avec les différents maîtres d'ouvrage de l'opération
- Elaboration de la stratégie carbone globale à l'échelle du quartier
- Finalisation du dossier ANRU+ pour le financement des différents volets innovants
- Accompagnement opérationnel des maîtres d'ouvrage

Réponse de Karibati

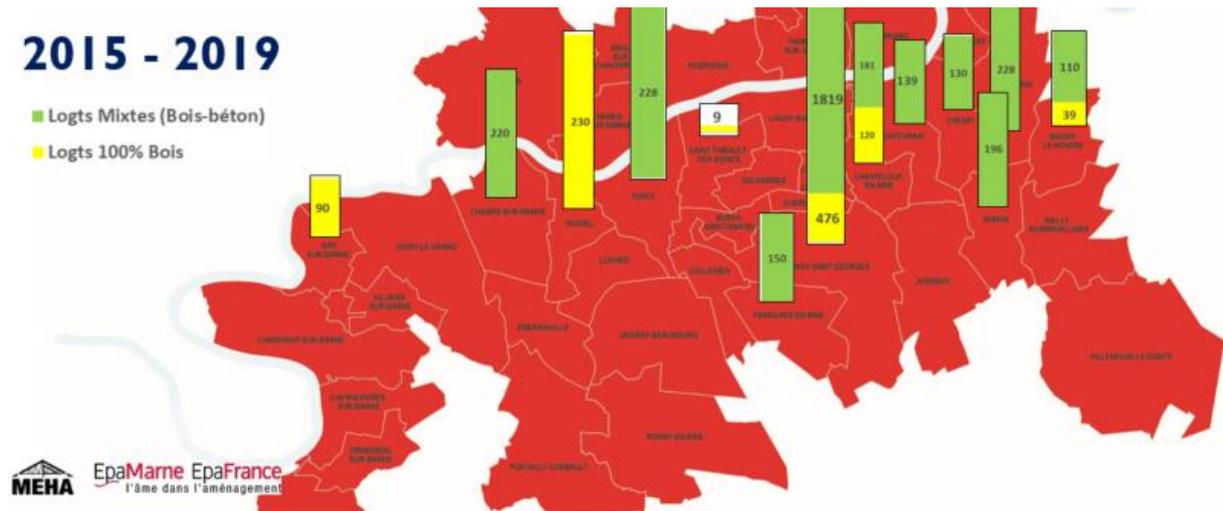


Karibati a été créée avec la conviction que le **bâtiment de demain peut être local, performant énergétiquement et environnementalement, sain et confortable.**

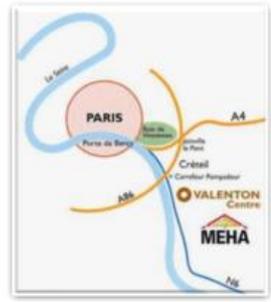
A notre échelle, nous contribuons à cette évolution, tout en partageant les valeurs de **l'économie sociale et solidaire** comme modèle d'entreprise et d'action.



Autre exemple avec l'aménageur Epa Marne et le constructeur Bois Meha



Création en 1976  
 12 000 m<sup>2</sup> d'entrepôt pour 2 ateliers  
 50 personnes  
 20 000 M3 de Bois taillé - 16 000 m2 de façade Ossature bois / an  
 Forte technicité – Innovation -  
 Logements – Tertiaire publique – Tertiaire privé -



MEHA EpaMarne EpaFrance  
l'Âme dans l'aménagement

